

## **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CREUSE**

**D.A.G. – Arrêté n° 2022 – 194**

### **ARRETE PORTANT COMMISSIONNEMENT de Monsieur [REDACTED] au titre du Code de la Voirie Routière Pôle Cohésion des Territoires**

#### **LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CREUSE**

**VU** le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L 116-2 et R 116-1,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.3221-4,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article R 2132-1,

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**VU** le Règlement Départemental de la Voirie approuvé par l'Assemblée Départementale lors de sa séance du 6 juillet 1992,

**VU** l'Arrêté du Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Territoriales NOR: IOCA0914167A du 10 juin 2009 relatif à l'assermentation des agents départementaux pour la constatation des infractions à la police de la conservation du domaine public routier,

**VU** l'organigramme des services du Département adopté par l'Assemblée Départementale lors de sa séance du 27 juin 2003 modifié,

**VU** la délibération n° CD2021-07/1/1 du Conseil Départemental du 1er juillet 2021 portant élection de Madame **Valérie SIMONET**, à la présidence de ladite assemblée,

**CONSIDERANT** que Monsieur [REDACTED] remplit les conditions nécessaires pour être commissionné, dans le cadre des fonctions qu'il exerce au sein du Pôle Cohésion des Territoires, pour procéder aux vérifications et contrôles prévus par l'article L 116-2 du code de la voirie routière et dresser les procès-verbaux mentionnés à l'article L 116-2 du même code,

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Directeur Général des Services du Département.

## ARRETE

### **I – COMMISSIONNEMENT**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur [REDACTED], Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe, chargé des fonctions de Chef de Centre au sein du Pôle Cohésion des Territoires, en charge du contrôle du respect des règles de police de la conservation du domaine public routier départemental, dont la résidence administrative est le Centre d'Exploitation de Crocq, de l'Unité Territoriale Technique d'Aubusson, est commissionné pour procéder aux vérifications et contrôles prévus par l'article L.116-2 du code de la voirie routière et dresser les procès-verbaux mentionnés à cet article.

L'agent ainsi commissionné exerce ses prérogatives sur la totalité du département de la Creuse.

#### **Article 2 :**

Préalablement à l'exercice du commissionnement prévu à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, Monsieur [REDACTED], prêtera serment devant le Tribunal de Police de Guéret, conformément aux dispositions de l'article R 116-1 du code de la voirie routière et de l'arrêté du Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Territoriales en date du 10 juin 2009 relatif à l'assermentation des agents départementaux pour la constatation des infractions à la police du domaine public routier.

Mention de cette prestation de serment sera alors apposée au recto de sa carte de commission par le greffier du Tribunal de Police de Guéret.

#### **Article 3 :**

Dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, Monsieur [REDACTED], sera porteur, en permanence, de sa carte de commission de telle sorte qu'elle puisse être présentée à toute personne qui en fera la demande.

### **II - DISPOSITIONS FINALES**

#### **Article 4 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours administratif auprès de Madame la Présidente du Conseil Départemental de la Creuse, soit d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Limoges - 1, cours Vergniaud 87000 Limoges. Ce dernier peut-être saisi au choix soit papier et/ou l'application Télérecours citoyens accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). L'exercice d'un recours administratif, le cas échéant, prorogerait de deux mois le délai ouvert pour exercer un recours contentieux.

#### **Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur Général Adjoint des Services en charge du Pôle Cohésion des Territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication électronique sur le site internet de la collectivité, celle-ci lui conférant caractère exécutoire.

**Une ampliation du présent arrêté sera délivrée à :**

- Madame le Préfet de la Creuse (contrôle de la légalité via PASTELL-CONNECT),
- Monsieur le Juge du Tribunal de Police de Guéret.

**Service des assemblées et du courrier :**

- Registre des arrêtés (original).

**Fait à Guéret, le 28 novembre 2022**

**LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**Signé : Valérie SIMONET**

**Le titulaire de la présente commission  
a prêté le serment prescrit par la loi  
devant le Tribunal de Police de Guéret  
le :**